

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES cedex 02

NÎMES, le 29/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

O-I FRANCE SAS

Les Bouillens
30310 Vergèze

Références : 2023-11-721
Code AIOT : 0006600812

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2023 dans l'établissement O-I FRANCE SAS implanté Les Bouillens 30310 Vergèze. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- O-I FRANCE SAS
- Les Bouillens 30310 Vergèze
- Code AIOT : 0006600812
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La verrerie est installée route de Vauvert à Vergèze depuis 1974 (date de mise en service du 1er

four). Elle fournit notamment en bouteilles en verre, l'usine voisine d'embouteillage de Nestlé Waters France.

Les installations comprennent essentiellement :

- un four à verre sodo-calcique, fonctionnant au gaz naturel et en oxycombustion, qui alimente plusieurs lignes de production de bouteilles ;
- une installation de traitement des fumées ;
- une chaufferie de production d'eau surchauffée fonctionnant au gaz naturel ;
- des installations de broyage, mélange, dosage et préparation des produits minéraux entrant dans la composition du verre.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral n°15.157N du 09 décembre 2015 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

L'inspection a porté sur les suites de la dernière visite, la surveillance des rejets atmosphériques du site et l'efficacité énergétique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Evolution réglementaire post Lubrizol	Arrêté Ministériel du 24/09/2020	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Surveillance dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 6	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Autosurveillance des rejets du four verrier	Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Exploitation – Entretien	Code de l'environnement du 30/07/2020, article R. 224-35	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Émissions atmosphériques des appareils de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	paramètres météorologiques	Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 7	Sans objet
5	Autosurveillance des rejets du four	Arrêté Préfectoral du 09/12/2015, article 10.2.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	verrier		
6	Pollution de l'air.	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 72	Sans objet
7	Unité de traitement des fours	Arrêté Préfectoral du 09/12/2015, article 3.2.6	Sans objet
8	Efficacité énergétique.	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 41	Sans objet
9	Registre des Combustibles	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	Sans objet
10	Exploitation – Entretien	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86	Sans objet
12	Exploitation – Entretien	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86	Sans objet
14	Registre MCP	Code de l'environnement du 20/12/2018, article R.515-114	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les suites de la dernière visite, la surveillance des rejets atmosphériques du site et l'efficacité énergétique.

Si l'exploitant fait bien réaliser de façon régulière la surveillance de ses rejets atmosphériques à l'émission et dans l'environnement par un organisme agréé, des dépassements des valeurs limites à l'émission sont régulièrement constatés (dépassements en SOx et HF pour le dernier rapport de contrôle du four notamment). L'exploitant doit rester vigilant sur ce sujet et utiliser les outils de surveillance en continu qu'il est en train de développer pour s'assurer du fonctionnement du four dans les conditions de rejets atmosphériques autorisées.

En ce qui concerne l'efficacité énergétique, l'exploitant réalise des bilans réguliers de ses consommations. Les travaux de réfection partielle du four et de remplacement des électrodes réalisés en septembre 2023 devraient avoir un impact visible sur la consommation énergétique du site.

Des dépassements des valeurs limites d'émission en NOx et en CO sont observés pour les chaudières et groupes électrogènes du site et l'exploitant est en retard de réalisation des contrôles d'efficacité énergétique. Des actions correctives sont attendues d'autant plus que le site est situé dans la zone du plan de protection de l'atmosphère (PPA) de la ville de Nîmes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evolution réglementaire post Lubrizol

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020
Thème(s) : Risques accidentels, Post Lubrizol
Prescription contrôlée : L'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifie l'AM du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions

générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. De plus, un décret du 24 septembre 2020 a modifié la nomenclature des ICPE et en particulier les rubriques 1510,1511, 1530,1532, 2662 et 2663.

Un courrier en date du 2 juin 2021 adressé à l'exploitant l'invitait à se positionner sur l'éventuel nouveau classement ICPE mais aussi sur le respect des nouvelles prescriptions applicables.

Constats :

Dans le cadre de la dernière inspection du site, il avait été noté :

"La société Ol France n'a pas répondu à ce courrier.

Au cours de l'inspection, il a été déterminé que le classement de l'entreprise n'a pas évolué. Le site reste soumis à enregistrement au titre de la rubrique 1510.

Les nouvelles dispositions applicables figurent à l'annexe V de cet arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié. Les dispositions de cette annexe sont applicables aux installations existantes soumises à enregistrement.

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à un récolement du respect de ces dispositions qui est à transmettre pour la fin 2022. "

L'exploitant a transmis le dossier de récolement aux prescriptions applicables. Ce dossier indique pour plusieurs prescriptions, soit « à vérifier », soit "non conforme".

L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer quelles actions ont été engagées suite à l'élaboration de ce récolement.

Le dossier de récolement à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié doit être actualisé et pour les points "non conformes" ou "à vérifier" restants des compléments doivent être apportés, un plan d'action proposé et/ou des demandes justifiées d'adaptation déposées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Surveillance dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 23/09/2020, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, mesure de l'impact des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

La surveillance environnementale liée aux émissions de poussières et aux métaux est mise en œuvre. Les modalités de surveillance des effets de l'activité sur l'environnement sur les poussières et les métaux est réalisée en cohérence avec la guide INERIS DRC-16-158882-12366 A de novembre 2016 relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé. Le suivi des retombées de poussières est réalisé par la méthode des jauges de retombées selon la norme NFX 43-014 (2017). Le nombre d'emplacements de points de mesure, les conditions dans lesquels les systèmes de mesure sont installés et exploités et, de manière plus globale, la stratégie de surveillance sont décrits dans le programme de surveillance. L'implantation spatiale des points de mesure doit être dûment justifiée au regard des modélisations de rejets (canalisés et diffus) et des conditions environnementales locales de façon à couvrir les zones de retombées maximales. L'implantation spatiale des points de mesure couvre les zones habitées. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le bruit de fond est inclus au plan de surveillance. Les campagnes de mesures de cette surveillance sont effectuées par un organisme tiers agréé, en accord avec l'inspection des installations classées. Conformément à l'article 63 de

l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation, si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs propres rejets et de répondre aux prescriptions du présent arrêté. Dans un délai de 3 mois à compter de la date du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le programme de surveillance environnementale établi conformément aux dispositions du présent article. La surveillance de ces substances est mise en œuvre sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Le bilan annuel est transmis à l'inspection dans le premier trimestre de chaque année. Selon les résultats de la surveillance environnementale prescrite au présent article, ou en cas d'évolution des connaissances sur les valeurs toxicologiques des marqueurs de risque sanitaire, l'exploitant évalue la nécessité de réaliser une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS).

Constats :

Le rapport annuel 2022 faisant état de bilan de la surveillance environnementale a été consulté, il fait apparaître un dépassement de la valeur cible en PM10 sur le deuxième trimestre 2022 (51,1 micro gramme/m³ pour une valeur cible à 40).

Les rapports intermédiaires du T1 2023 et du T2 2023 ont également été présentés. Les résultats montrent des valeurs inférieures à la valeur cible en PM10, à l'exception d'un dépassement par trimestre, proche de la valeur cible. A noter cependant que les rapports indiquent que le prélèvement n'est pas tout le temps sous les vents dominants.

L'exploitant n'a pas pu présenter les études ou leurs bilans ayant conduit à la définition des modalités de surveillance (emplacements, fréquences...) mises en œuvre. Ces éléments doivent être apportés.

A noter qu'un nouveau capteur a été implanté en septembre 2023 au niveau du secteur « déchetterie ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : paramètres météorologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, dispositif de mesure des paramètres météorologiques

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois à compter de la date du présent arrêté, le site est doté d'un dispositif de mesure et d'enregistrement en continu des paramètres météorologiques (température, vitesse et direction du vent).

Constats :

La présence d'un dispositif de mesure a pu être constaté lors de la dernière inspection. L'exploitant avait indiqué qu'un nouvel emplacement moins impacté par les bâtiments était recherché. Cette étude n'a pas été finalisée et se poursuit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance des rejets du four verrier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Cet article précise les valeurs limites de rejets en flux spécifiques pour les poussières (15g/tonnes de verre), les Sox (750g/t), les Nox (800g/t), Hcl (30g/t), le Fluor (7,5g/t), les métaux (cf liste).
Constats : L'exploitant réalise le suivi en continu des poussières par opacimètre et se fixe une valeur limite à 10mg/Nm3. Sur 2023, cette valeur a été dépassée de façon ponctuelle, notamment fin août et début octobre, périodes correspondant aux phases de vidange et de remplissage du four dans le cadre des travaux de réfection partielle. Les valeurs limites de l'arrêté étant exprimées en flux spécifique, l'exploitant doit avoir à sa disposition une conversion des VLE en concentration suivant la tirée du four, sur la base d'un débit représentatif des conditions de fonctionnement associées, lui permettant de vérifier la conformité de ces émissions de poussières. Le site possède aussi, bien que cela ne soit pas imposé par son arrêté préfectoral, une surveillance en continu du taux d'O2 et des concentrations en NOx et SOx. Les valeurs mesurées par la baie de mesure ne sont pour l'instant pas automatiquement reportée dans le logiciel de suivi de l'exploitation mais peuvent uniquement être consultées sur place et/ou être récupérées via une clé USB sur l'automate de mesure. L'exploitant a indiqué avoir en projet de récupérer automatiquement les données et de les reporter dans le logiciel de suivi d'exploitation. Les deux derniers rapports APAVE de mesures des rejets atmosphérique du four ont été consultés (rapports en date du 9 décembre 2022 et du 6 avril 2023). Il est relevé dans le rapport du 6 avril 2023 (intervention du 3 mars) : <ul style="list-style-type: none">- un dépassement de la valeur limite d'émission en flux spécifique pour les SOx : 882g/tonne de verre pour une VLE à 750g/t ;- un dépassement de la valeur limite d'émission en flux spécifique pour le HF : flux mesuré à 8,45g/t de verre pour une VLE à 7,5g/t. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier ces dépassements, ni de présenter les résultats de la surveillance en continu pour la même période pour les SOx. L'exploitant transmettra sous 1 mois : <ul style="list-style-type: none">- des justifications sur les dépassements rencontrés et les actions correctives mises en œuvre ;- l'exploitation des résultats de l'autosurveillance pour le SOx pour l'année 2023 fin de justifier un retour dans des conditions de fonctionnement autorisées. Il transmettra dès réception les résultats de l'autosurveillance du deuxième semestre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Autosurveillance des rejets du four verrier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2015, article 10.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des mesures – autosurveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Cet article précise la fréquence et les paramètres à mesurer. Deux mesures par an sont requises pour certains paramètres.
Constats : Les deux derniers rapports APAVE de mesures des rejets atmosphériques du four ont été consultés (rapports en date du 9 décembre 2022 et du 6 avril 2023). La périodicité requise est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Pollution de l'air.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 72
Thème(s) : Risques chroniques, seuils des mesure en continu
Prescription contrôlée : Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère autorisés pour l'ensemble de l'établissement dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant doit réaliser dans les conditions prévues à l'article 71 une détermination ou une mesure en permanence du débit des fumées correspondant ainsi que les mesures ci-après des paramètres permettant de mesurer le flux massique de polluant émis et d'exprimer les résultats dans les conditions de référence (sur gaz secs). Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement au moins une fois tous les trois ans.
Constats : Les résultats des deux derniers contrôles, exprimés en flux horaires ne dépassent pas les seuils imposants de la surveillance en continu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : UNITÉS DE TRAITEMENT DES FUMÉES DU FOUR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2015, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des installations de traitement
Prescription contrôlée : Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. En particulier, l'exploitant conserve à disposition du service maintenance les pièces mécaniques et électriques les plus courantes susceptibles de devoir être remplacées en cas de pannes. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration..), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées. Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article R. 512-69 du code de l'environnement. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité

Constats :

Le site suit les heures d'ouverture du « camembert », c'est-à-dire de bypass du système de traitement des fumées.

Pour 2022 : le suivi réalisé montre un léger dépassement, soit un total de 255 heures de bypass pour une limite à 250.

Pour 2023 : le suivi réalisé indique 184 heures à fin septembre.

A noter que les manches du filtre ont été changées pendant l'été.

Rappel : les quantités rejetées pendant les périodes de bypass de l'installation de traitement doivent être évaluées et prises en compte dans les déclarations GERE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 41

Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique des fours (cf MTD et vbref ENR)

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique. Pour chaque valeur limite de concentration, le flux spécifique associé est calculé conformément au I de l'article 29 du présent arrêté sauf si ce dernier est mentionné spécifiquement dans les articles du présent titre. Sauf disposition contraire, le titre VII s'applique à chaque unité de fusion.

Constats :

L'exploitant a indiqué effectuer un suivi hebdomadaire de la consommation énergétique pour le four (gaz, électricité + production oxygène).

Le site réalise également un bilan mensuel dans le cadre de son plan de performance énergétique (PPE), plan lui permettant de bénéficier de l'abattement du Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité.

Le site s'est notamment fixé un objectif de réduction de consommation de 3 % dans les 5 ans, ainsi qu'un objectif d'augmentation du taux de calcin réintroduit.

Les travaux de réfection partielle du four et de remplacement des électrodes réalisés en septembre devraient également avoir un impact visible sur la consommation du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Registre des Combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Nature des combustibles

Prescription contrôlée :

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection la liste des équipements de combustion (hors four) avec l'année de mise en service, la puissance et le combustible utilisé.

Chaudière 9 1987 - 10900kW - Gaz

Chaudière 10 1981 - 7360kW - Gaz
 Chaudière 12 1974 - 3880kW - Gaz
 Chaudière 13 1974 - 3880kW - Gaz
 Housseuse 1 1988 - 390kW - Gaz
 Housseuse 2 1986 - 390kW - Gaz
 Groupe électrogène 1 2000 - 5259kW - Fioul
 Groupe électrogène 2 1978 - 4720kW - Fioul

Les groupes électrogènes servent au secours électrique du four et les chaudières à produire de l'eau surchauffée pour le site voisin de Perrier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation – Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86

Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

[...] Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement [de puissance nominale supérieure à 1 MW, hors chaudière de récupération] fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé

Constats :

Le dernier rapport du contrôle énergétique des chaudières n'a pas pu être présenté pendant l'inspection mais a été fourni a posteriori par mail en date du 10/11/2023.

Le contrôle a été réalisé par Bureau Véritas du 04 au 10 avril 2018.

Le rapport conclut à la conformité des quatre chaudières C9, C10, C12 et C13.

Le rapport présente notamment le calcul des rendements, qui sont supérieurs au rendement minimum réglementaire et la mesure des pourcentage et concentration en CO qui sont faibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Exploitation – Entretien

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2020, article R. 224-35

Thème(s) : Risques chroniques, Périodicité du contrôle de l'efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

La période entre deux contrôles ne doit pas excéder deux ans pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 5 MW, et trois ans pour les autres. Les chaudières neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de deux ans à compter de leur installation pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 5 MW, et dans un délai de trois ans pour les autres.

Constats :

Le dernier rapport transmis date de 2018.

L'exploitant n'a pas respecté la périodicité de deux ans entre chaque contrôle pour les chaudières de plus de 5MW (chaudières 9 et 10) et de trois ans pour les deux autres.

L'exploitant doit réaliser, sous 3 mois, un nouveau contrôle d'efficacité énergétique de ses

chaudières et veiller au respect de la périodicité prescrite par l'article R.224-35 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Exploitation – Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86
Thème(s) : Risques chroniques, Examen énergétique de l'installation
Prescription contrôlée : [...] Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les 10 ans à compter de l'autorisation, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.
Constats : L'article 86 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion soumises à autorisation prévoit que l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation ou de l'enregistrement, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.
Ce bilan n'a pour l'instant pas été réalisé par l'exploitant, il sera à réaliser d'ici 2028.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure périodique des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les mesures des émissions atmosphériques [...] sont effectuées [...] au moins : Une fois tous les 3 ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A Une fois tous les 2 ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A Une fois tous les ans pour les autres installations de combustion [...]
Constats : L'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 septembre 2020 fixe les VLE suivantes pour les chaudières et les moteurs : Chaudière (à 3 % d'O ₂)

Poussières : 5mg/Nm3
NOx : 120mg/Nm3
SOx : 35mg/Nm3
CO : 100mg/Nm3

Groupes électrogènes (à 5 % d'O2) :

Poussières : 30mg/Nm3
NOx : 750mg/Nm3
SOx : 60mg/Nm3
CO : 250mg/Nm3

Le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques des chaudières, en date du 27 au 28 janvier 2022 présentait un dépassement de la VLE en NOx à 3 % d'O2 pour les chaudières 9, 10 et 13,

C9 : 165mg/Nm3 pour une VLE de 120mg/Nm3 ;
C10 : 146 mg/Nm3 pour 120mg/Nm3 ;
C13 : 160 mg/Nm3 pour 120mg/Nm3.

Pour les groupes électrogènes le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques date du 26 janvier 2022. Il présente des dépassements importants en CO et en NOx à 5 % d'O2.

Groupe 1 :

valeur mesurée en CO de 540mg/Nm3 pour une VLE à 250mg/Nm3 ;
valeur mesurée NOx : 2088mg/Nm3 pour une VLE à 750mg/Nm3 ;

Groupe 2 :

valeur mesurée en CO de 310mg/Nm3 pour une VLE à 250mg/Nm3 ;
valeur mesurée NOx : 4248mg/Nm3 pour une VLE à 750mg/Nm3 ;

A noter cependant que le taux d'O2 est fixé dans l'AP à 5 % alors que l'AM du 03/08/2018 indique de ramener les valeurs mesurées à un taux d'O2 de 15 % pour les moteurs.

Il n'a pas pu être précisé au cours de l'inspection des suites données à ces résultats de mesures.

Le site se situe dans la zone PPA de Nîmes, zone qui présente des dépassements des valeurs cibles de qualité de l'air pour les NOx.

L'exploitant doit :

sous 1 mois :

- apporter si possible des justifications aux dépassements observés ;
- indiquer les actions correctives mises en œuvre et/ou prévues ;
- vérifier le taux d'oxygène et les valeurs limites d'émissions qui lui seraient applicables par l'application de l'arrêté enregistrement du 2 août 2018 en fonction des technologies d'équipements et des années de mise en service et demander le cas échéant d'éventuelles évolutions de son arrêté préfectoral ;
- préciser les temps de fonctionnement annuel des groupes électrogènes ;
- proposer une échéance de réalisation de nouvelles analyses des rejets atmosphériques des chaudières et des groupes électrogènes, qui ne dépassera pas 3 mois pour les chaudières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/12/2018, article R.515-114
Thème(s) : Risques chroniques, Echéance de déclaration
Prescription contrôlée : La prescription impose la communication d'informations précises au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieures à 5MW mises en service avant le 20 décembre 2018
Constats : L'exploitant a jusqu'au 31 décembre 2023 pour effectuer cette déclaration via le site démarche simplifiée.
Type de suites proposées : Sans suite